

AVEYRON ACTUA

Services publics. Les Aveyronnais invités à voter le 3 octobre.

INÉDIT

Un référendum pour « sauver la Poste »

Un référendum d'initiative populaire est un événement peu banal. C'est pourtant ce que le comité national contre la privatisation de la Poste, pour un débat public, veut mettre en place sur l'ensemble du territoire national le samedi 3 octobre prochain. Une initiative relayée par la Convergence des collectifs de défense et de développement des services publics au sein de laquelle le collectif départemental (CDDSP 12) est particulièrement bien représenté, notamment en la personne de son président Pierre Pantanella. Lequel, avec son homologue de l'Isère, est un des initiateurs du fameux référendum. « Le but est de permettre à toute la population — et bien sûr aux Aveyronnais — de donner leur opinion sur l'ouverture du capital de la Poste », explique ce fervent opposant à ce qu'il considère être une « privatisation d'un service public ». Néanmoins, une telle consultation n'est pas aisée à mettre sur pied. Il faut, tout d'abord, l'aval de la préfecture de l'Aveyron. Ensuite, Pierre Pantanella, souhaite obtenir le soutien des trois cent quatre maires du département (dont il fait partie) pour organiser ce scrutin (utilisation



Pierre Pantanella : « Il faut sauver la Poste de la privatisation ». DDM, archives.

des listes d'émargement et des urnes, mise à disposition d'une salle, etc.). Enfin, il faudra trouver l'argent pour imprimer les bulletins « oui » et « non » à la question posée ce jour-là (en substance : « Êtes-vous favorable à l'ouverture du capital de la Poste ? ») et déterminer qui pourra voter. Une multitude de détails techni-

ques et logistiques à régler au plus vite car, comme le prédit Pierre Pantanella, « la date du 3 octobre va arriver très vite ».

Ce qui explique pourquoi une réunion d'organisation est prévue ce jeudi soir, à Rodez (1), et à laquelle sont conviés la quinzaine d'organisations (partis politiques, syndicats, associations...) adhérentes au CDDSP 12, ainsi que toutes celles et ceux, qui veulent participer à l'opération. « Il est bien évident que nous accueillerons également toutes les personnes favorables à la privatisation de la Poste. D'une part, parce que nous sommes en démocratie et que tout le monde peut s'exprimer. Ensuite, parce que c'est de la discussion et de la confrontation des idées que naît l'enrichissement du débat », assure Pierre Pantanella qui, pour éviter toute critique, prévient : « Sur le sujet, je ne parle qu'en tant que maire et président du collectif; pas en tant que premier secrétaire fédéral du PS ».

D. S.

(1) La réunion se tient à 20h 30, salle Montaigne, sous le parking Foch.

Services publics. Après la réunion de ce jeudi soir, à Rodez.

La Poste : les 304 maires invités à organiser le référendum populaire

Comme prévu avant la réunion de « calage » qui s'est tenue ce jeudi soir, à Rodez, les trois cent quatre maires du département vont être invités par le collectif de défense et de développement des services publics de l'Aveyron (CDDSP 12) à participer à l'organisation, le 3 octobre, du référendum d'initiative populaire consacré à la prochaine ouverture du capital de la Poste (cf : « La Dépêche du Midi » de ce jeudi). « Les courriers vont partir ce week-end », annonce Pierre Pantanella, le président du CDDSP (et maire de Saint-Rome-de-Cernon) qui relaie en Aveyron l'initiative proposée par le comité national contre la privatisation de la Poste, pour un débat public. « Le but de cette consultation est

nes inscrites sur les listes électorales du département de se prononcer pour ou contre cette privatisation », rappelle l'élu saint-romain qui demande à l'ensemble de ses collègues de se prononcer avant le 31 août. « C'est vrai que le délai peut paraître court. Mais nous serons très vite au 3 octobre. Il faut donc que nous ayons le temps de nous retourner pour pallier les carences des mairies qui refuseront de nous aider à mettre sur pied ce référendum », rappelle Pierre Pantanella en précisant, une nouvelle fois, que tout le monde, « y compris ceux qui approuvent cette ouverture du capital », est invité à la mise en place de ce référendum et à faire campagne pour faire entendre leur position.